

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 2526

[C — 2007/14205]

10 MAI 2007. — Arrêté royal portant approbation du deuxième contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de Fer belges, modifiée par les arrêtés royaux du 14 janvier 1927 et 15 janvier 1954, les lois du 2 août 1955, 1<sup>er</sup> août 1960, 4 juillet 1962, 21 avril 1965, 10 octobre 1967 et 24 juin 1970, l'arrêté royal n° 89 du 11 novembre 1967, l'arrêté royal n° 452 du 28 août 1988, la loi-programme du 30 décembre 1988, la loi du 21 mars 1991 et l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 3 à 6;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2004 portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de Fer belges;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 2005 portant approbation du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2006 portant approbation du premier avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2007;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale, donné le 29 mars 2007;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et de Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques et de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,  
B. TUYBENS

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 2526

[C — 2007/14205]

10 MEI 2007. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 januari 1927 en 15 januari 1954, de wetten van 2 augustus 1955, 1 augustus 1960, 4 juli 1962, 21 april 1965, 10 oktober 1967 en 24 juni 1970, het koninklijk besluit nr. 89 van 11 november 1967, het koninklijk besluit nr. 452 van 28 augustus 1988, de programwet van 30 december 1988, de wet van 21 maart 1991 en het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikelen 3 tot 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 2005 houdende goedkeuring van het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2006 houdende goedkeuring van het eerste bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2007;

Gelet op het advies van de Nationale Paritaire Commissie, gegeven op 29 maart 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het als bijlage bij dit besluit gevoegde tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,  
B. TUYBENS

## Annexe à l'arrêté royal portant approbation du deuxième contrat de gestion conclu en l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding

Deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public SNCB-Holding

Le contrat de gestion conclu entre l'Etat et la SNCB-Holding, approuvé par l'arrêté royal du 5 juillet 2005 (modifié par un premier avenant approuvé par l'arrêté royal du 16 novembre 2006), est modifié par les dispositions suivantes :

1. Le préambule est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit :

« - "Autorité de sécurité" : le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de Fer créé au sein de la Direction générale Transport terrestre. »

2. A l'article 14, deuxième alinéa, le premier tiret est complété comme suit :

« édition 2007 (en application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007). »

3. A l'article 16, les mots « encore à créer par le Roi » sont remplacés par les mots « créé par l'arrêté royal du 26 janvier 2006 ».

4. L'article 19 est remplacé par un nouvel article 19 rédigé comme suit :

« Art. 19. La SNCB-Holding collabore activement avec Infrabel et la SNCB pour l'établissement de leurs plans d'action suite aux constats de l'audit de la sécurité d'exploitation à la SNCB, effectué en 2003-2004 à la demande du Ministre de la Mobilité. Les plans d'action sont soumis, via la SNCB Holding, à la DGTT et au Ministre de la Mobilité pour le 31 mars 2005 au plus tard. La SNCB-Holding apporte à Infrabel et à la SNCB le soutien nécessaire à la mise en oeuvre de leurs plans d'action et adresse à la DGTT et au Ministre de la Mobilité un reporting semestriel à ce sujet.

La SNCB-Holding assure une cohérence et une coordination optimales entre les projets de systèmes d'Infrabel, de la SNCB et des autres opérateurs. A cette fin, elle met tout en oeuvre pour donner l'avis prévu dans le délai imparti dans la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire et ses arrêtés d'exécution.

Elle participe activement, en collaboration avec les autorités publiques compétentes, à la gestion des situations de crise provoquées par des accidents survenus dans ou à proximité d'installations ferroviaires et dont soit les causes soit les conséquences excèdent le cadre de la sécurité ferroviaire, touchant à la sûreté et / ou à la sécurité de la population. »

Dans le domaine du transport de marchandises dangereuses, la SNCB-Holding :

— assure la coordination, en collaboration avec Infrabel et la SNCB, de la gestion des versions, la diffusion, l'application (et le contrôle de celle-ci) de la réglementation relative au transport de marchandises dangereuses (RID) ;

— apporte son aide à la SNCB pour l'établissement du rapport annuel du conseiller à la sécurité RID de la SNCB ;

— à la demande de la DGTT, fournit un avis technique concernant l'élaboration et l'évolution de la réglementation internationale (RID) et l'apport d'un soutien pour la traduction en néerlandais de certaines parties de cette réglementation.

Elle répond dans les plus brefs délais à toute demande de l'autorité de sécurité et de manière générale lui fournit l'assistance et l'expertise nécessaires.

Dans le cadre de l'article 20, alinéa 2, de la loi du 19 décembre 2006 précitée, la SNCB-Holding procède à l'étude des incidents et accidents liés à la sécurité d'exploitation, l'exécution d'analyses de tendances quant aux causes, la formulation de propositions destinées à prévenir les incidents et les accidents, qu'elle transmet à l'autorité de sécurité et à l'organisme d'enquête visé dans la loi du 19 décembre 2006 précitée, afin d'assurer le suivi de l'exécution de ces propositions.

Chaque fois que l'organisme d'enquête des accidents sur le rail en fait la demande, la SNCB-Holding fournit une assistance à cet organisme en mettant à disposition l'expertise nécessaire en matière d'étude des accidents ferroviaires. »

5. Un article 39bis, rédigé comme suite, est inséré :

« Art. 39bis. Tri sélectif des déchets.

Pour la fin 2007, la SNCB Holding équipera les gares d'Anvers-Central, Bruxelles-Nord, Bruxelles-Central, Bruxelles-Midi, Charleroi, Gand-Saint-Pierre, Liège-Guillemins, Louvain, Namur, Ostende et Ottignies de poubelles de tri pour la collecte sélective respectivement des emballages PMC, du papier/carton, du verre et des déchets. Ce projet sera évalué au premier trimestre 2008 en vue d'une nouvelle extension. »

6. L'article 43.7 est complété par la disposition suivante :

« Lorsque le mécanisme d'indexation contractuelle repris en annexe 6, point II, présente un écart supérieur à 3 % pour le calcul de la dotation de l'année t+1, la SNCB-Holding, après concertation avec la SNCB et Infrabel, présente un rapport sur l'évolution des prix unitaires ressortant des adjudications ferroviaires de travaux, ainsi que le résultat de leurs dernières formules de révision de prix, portant sur les mêmes paramètres. Ce rapport est établi pour le 15 avril de l'année t. »

7. A l'article 45, premier alinéa, les mots « le mode de calcul et l'échéancier des versements ultérieurs seront déterminés en concertation en septembre 2006 » sont remplacés par la disposition suivante :

« L'Etat procède de 2008 à 2013 à un paiement annuel de 210,7 Mio euros (euros constants) par an, en février de chaque année. Le premier paiement aura lieu en février 2008.

Le solde restant à payer au 28 février 2013 pour alimenter le Fonds à concurrence du montant de 1.612 Mio euros (aux prix de 2001) sera fixé, dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2013, en actualisant en euros (aux prix de 2012), sur base de l'indice tel que défini en annexe 11bis, d'une part, le montant de 1.612 Mio euros (aux prix de 2001) et, d'autre part, les montants effectivement versés.

En septembre 2007, la SNCB-Holding présentera, en concertation avec Infrabel et la SNCB, un rapport sur l'utilisation réelle et prévue des moyens disponibles dans le Fonds RER. Le gouvernement évaluera la situation du Fonds RER et décidera, le cas échéant, d'un paiement additionnel en 2007 permettant de garantir la poursuite normale des travaux physiques au rythme prévu, et la continuité des procédures d'adjudication et de commande.

La SNCB-Holding, Infrabel et la SNCB s'engagent à affecter les montants versés au Fonds RER ainsi que les intérêts générés par le Fonds RER exclusivement à la réalisation du projet RER.

Il est expressément convenu que les surcoûts éventuels, quelles qu'en soient les causes, seront imputés, dans le cadre du programme d'investissement, à la dotation pour investissements. Dans ce cadre, dès qu'il apparaît que l'enveloppe ne pourra être respectée, la SNCB-Holding, avec l'accord de la SNCB et d'Infrabel, procède à une réactualisation du coût de l'ensemble du projet et soumet à l'approbation du Ministre des Entreprises publiques, via la DGTT, les justifications nécessaires sur les surcoûts ainsi que le montant de l'enveloppe complémentaire qui sera portée sur la dotation des investissements. »

8. A l'article 48, la dernière phrase du troisième alinéa est remplacée par la disposition suivante :

« La DGTT, en concertation avec la SNCB-Holding, Infrabel et la SNCB déterminera plus précisément, pour le 30 juin 2007, les tâches du SSICF et ses besoins : la compensation sur la dotation de la SNCB-Holding sera, de cette manière, mieux délimitée dans le cadre du prochain contrat de gestion. Sur cette base, l'effectif maximum décrit en annexe 12 pourra, le cas échéant, être revu avant la conclusion du prochain contrat de gestion. »

9. L'article 49 est remplacé par un nouvel article 49, rédigé comme suit :

« Art. 49. Exploitation du RER.

La dotation visée à l'article 48 couvre également les frais de personnel d'entretien et autres coûts afférents aux gares visées par la mise en exploitation du RER, non concédées à la SNCB. »

10. Un article 49bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Article 49bis Dotation d'exploitation exceptionnelle e-ticketing.

En vue de favoriser la promotion du transport public, l'Etat confie à la SNCB-Holding la gestion d'une dotation exceptionnelle qui est destinée à la mise en place d'une plate-forme commune nécessaire à la réalisation technique et opérationnelle du e-ticketing.

Cet e-ticketing consiste en une carte à puce unique, intermodale et interopérable, valable auprès des différents opérateurs de transport public.

La dotation réservée à cet effet est de 2.045 m €.

Elle est libérée à concurrence de 1.000 k EUR pour le 30 septembre 2007 au plus tard. Le solde est versé à la SNCB-Holding à partir de 2008, sur la base d'un rapport justifiant les tâches et les coûts associés à la mise en place de la plate-forme commune. La justification attachée à ces coûts démontre les efforts consentis par le groupe de travail pour garantir la recherche des économies potentielles.

Une partie de la dotation peut servir comme mise de fonds à valoir sur la partie à charge de l'Etat fédéral lors de la création et du fonctionnement de celle-ci. »

11. Un article 51bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 51bis.

En vertu de l'article 9, troisième alinéa du présent contrat de gestion, l'Etat prend en charge l'annuité du financement de 380 M euros (euros 2005) souscrit par la SNCB-Holding auprès d'EUROFIMA en vue de l'acquisition de 95 automotrices électriques qui seront affectées entièrement aux lignes RER.

L'annuité est calculée sur 30 ans et fixée en fonction du taux d'intérêt en vigueur le jour de la signature de ce financement. Elle est limitée à 4.500 m euros constants en 2006, 2007 et 2008, et à 10.000 m euros constants en 2009. Les montants des années suivantes sont calculés en fonction des livraisons prévues à partir de fin 2009, à raison de 30 automotrices par an et plus particulièrement :

— l'annuité porte sur 30 ans au total ;

— le taux obtenu par la SNCB-Holding auprès d'EUROFIMA ne peut être supérieur à 10 points de base au dessus du taux sans risque ;

— l'annuité à payer par l'Etat tient compte d'une prime de risque pour la SNCB-Holding de 2 points de base.

La SNCB-Holding est autorisée, dans la limite des montants repris dans la décision du Conseil des Ministres, à fixer le taux de l'emprunt en fonction des opportunités de marché.

Ce financement fera l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat, la SNCB-Holding et la SNCB. »

12. Un article 54bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 54bis. Au plus tard le 15 décembre de chaque année, la SNCB-Holding versera la partie non utilisée de la dotation d'investissement au "Fonds des Investissements Ferroviaires" conformément aux dispositions de la loi-programme du 27 décembre 2006 et de l'arrêté royal du 28 décembre 2006. »

13. A l'article 55, premier alinéa, les mots « au cours de l'année 2005 » sont remplacés par les mots « au plus tard le 31 décembre 2006 ».

14. A l'article 57, le premier alinéa est complété comme suit :

« Exceptionnellement, le versement de la tranche de décembre 2006 est reporté au dixième jour ouvrable de 2008. »

15. L'article 59, un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« La compensation financière visée à l'article 51bis est versée avant le 30 avril 2007 pour la tranche 2006 et avant le 31 octobre 2007 pour la tranche 2007. Les tranches suivantes sont versées au plus tard le 30 juin de chaque année. »

16. A l'article 65 :

Au point 1<sup>er</sup>, les mots « à la S.A. Sopima » sont remplacés par les mots « à un tiers ».

Au point 5,

— au premier alinéa, les mots « et Sopima » sont remplacés par les mots « et le tiers assurant la gestion et la valorisation des terrains transférés par l'arrêté royal du 30 décembre 2004 » ;

— au deuxième alinéa, les mots « à la Sopima » sont remplacés par les mots « à ce tiers ».

Au point 6,

— au premier alinéa, les mots « à la SA Sopima » sont remplacés par les mots « au tiers » ;

au troisième alinéa, les mots « à la SA Sopima » sont remplacés par les mots « à ce tiers ».

17. A l'article 67, premier alinéa, les mots « (remplacé par l'article 11 de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire) » sont insérés après les mots « l'arrêté royal du 12 mars 2003 précité ».

Un deuxième alinéa, rédigé comme suit, est ajouté au même article 67 :

« La SNCB-Holding met tout en œuvre pour que le personnel désigné puisse être mis à disposition dans un délai raisonnable. »

18. L'article 69 est complété par les dispositions suivantes :

« La SNCB-Holding donne libre accès à son domaine aux membres de l'organisme d'enquête ainsi qu'à tout expert mandaté par lui.

Elle donne libre accès à son domaine à Infrabel et à la SNCB dans le cadre des missions qui leur sont conférées en matière de sécurité d'exploitation. »

19. Une annexe 11bis, rédigée comme suit, est insérée :

#### ANNEXE 11bis

L'indice utilisé pour actualiser les sommes versées au Fonds RER est basé sur l'évolution des prix des matériaux (I) et des salaires horaires (S) et ce, à concurrence respectivement de 40 % et de 60 %. Les indices sont ceux de l'avant-dernière année qui la précède (par exemple, les moyennes annuelles des indices de 1999 pour déterminer la valeur indexée de 2001).

Ces facteurs font l'objet d'une communication officielle assurée par le service Agréation des entrepreneurs de la DG Qualité et Sécurité du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie. Ils servent de référence dans les formules de révision des prix des marchés de travaux et fournitures.

L'indice des prix utilisé pour l'actualisation des montants versés au Fonds RER est établi comme suit :

- évolution du prix des matériaux (I) à concurrence de 40 % ;
- évolution des salaires horaires (S) à concurrence de 60 %.

Les indices pour une année déterminée sont les prix observés en moyenne deux années auparavant (par exemple, les moyennes annuelles des prix observés en 1999 pour calculer la valeur de l'indice en 2001).

A titre d'information et de clarification – situation actuelle

#### FONDS RER

##### Indice des prix à appliquer

	I	S	I base 100	S base 100	Indice pondéré	Croissance
2001	3.897,500	21,077	100,00	100,00	100,0000	
2002	4.067,333	21,446	104,36	101,75	102,7934	2,793%
2003	4.133,417	22,331	106,05	105,95	105,9910	3,111%
2004	4.162,667	23,425	106,80	111,14	109,4055	3,221%
2005	4.335,667	23,683	111,24	112,36	111,9154	2,294%
2006	4.814,083	24,259	123,52	115,10	118,4651	5,852%
2007	5.085,583	24,931	130,48	118,29	123,1645	3,967%
2008	6.037,833	25,600	154,92	121,46	134,8419	9,481%

Formule : 40 % indice I et 60 % indice S

		Nominal	Valeur 2001	
Paiements	8/01/2004	51.000.000	48.117.293	Indice 2003
	2/08/2005	370.419.000	330.981.259	Indice 2005
	19/01/2007	210.709.000	177.865.886	Indice 2006
	TOTAL	632.128.000	556.964.438	

Au nom de l'Etat belge,  
de la Société nationale des Chemins de Fer belges,  
La Vice-Première Ministre,

Pour la SNCB-Holding,  
Jannie HAEK,  
administrateur délégué  
Vincent BOURLARD,  
directeur général

Mme F. VAN DEN BOSSCHE  
Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,  
B. TUYBENS

En présence :  
du Ministre de la Mobilité,  
R. LANDUYT  
d'Infrabel,

Luc LALLEMAND,  
administrateur délégué  
de la Société nationale des Chemins de Fer belges,  
Marc DESCHEEMAECKER,  
administrateur délégué

Luc VANSTEENKISTE,  
directeur général

Richard GAYETOT,  
directeur général

Bijlage bij het koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding

Tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS-Holding

Het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de NMBS-Holding, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 5 juli 2005, (gewijzigd met een eerste bijvoegsel goedgekeurd bij koninklijk besluit van 16 november 2006), wordt gewijzigd door de volgende bepalingen :

1. De inleiding wordt als volgt aangevuld met een vierde streepje :

« - "Veiligheidsinstantie" : de Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen opgericht bij het Directoraat-generaal van het Vervoer te Land.

2. bij artikel 14, tweede lid wordt het eerste streepje als volgt aangevuld :

« uitgave 2007 (van toepassing vanaf 1 januari 2007) »

3. Bij artikel 16 worden de woorden "dat nog door de Koning moet worden opgericht" vervangen door de woorden "opgericht bij koninklijk besluit van 26 januari 2006".

4. Artikel 19 wordt vervangen door een nieuw artikel 19 dat luidt als volgt :

« Art. 19. De NMBS-Holding werkt actief mee met Infrabel en de NMBS aan het opstellen van hun actieplannen naar aanleiding van de bevindingen van de audit van de exploitatieveiligheid bij de NMBS, uitgevoerd in 2003-2004 in opdracht van de Minister van Mobiliteit. De actieplannen worden, via de NMBS-Holding, uiterlijk 31 maart 2005 aan het DGVL en de Minister van Mobiliteit voorgelegd. De NMBS-Holding verzekert de nodige ondersteuning aan Infrabel en de NMBS voor de implementatie van hun actieplannen en levert hierover een zesmaandelijks reportage aan het DGVL en de Minister van Mobiliteit.

De NMBS-Holding staat in voor een optimale coherentie en coördinatie tussen de systeemontwerpen van Infrabel, de NMBS en de andere operatoren. Daartoe stelt ze alles in het werk om het advies te geven binnen de termijn die bepaald is in de wet van 19 december 2006 aangaande de exploitatieveiligheid van de spoorwegen en zijn uitvoeringsbesluiten.

Ze werkt actief mee, in samenwerking met de bevoegde overheidsinstanties, aan de beheersing van crisissituaties, ontstaan naar aanleiding van ongevallen die zich voordoen op of in de nabijheid van spoorweginstallaties en waarbij of de oorzaken of de gevolgen het kader van de spoorwegveiligheid overstijgen, doordat ze de beveiliging en/of de veiligheid van de bevolking betreffen.

Op het domein van het vervoer van gevaarlijke goederen zorgt de NMBS-Holding voor :

— de coördinatie, in samenwerking met Infrabel en de NMBS, van het versiebeheer, de verspreiding, de toepassing (en de controle hierop) van de regelgeving met betrekking tot het vervoer van gevaarlijke goederen (RID);

— assistentie aan de NMBS voor de opstelling van het jaarverslag van de RID-veiligheidsadviseur van de NMBS;

— op aanvraag van het DGVL, technisch advies met betrekking tot de totstandkoming en de evolutie van de internationale regelgeving (RID) en ondersteuning wat betreft de vertaling van bepaalde gedeeltes van deze regelgeving naar het Nederlands.

Ze antwoordt zo snel mogelijk op elke vraag van de veiligheidsinstantie en in het algemeen levert ze de nodige bijstand en expertise.

In het kader van artikel 20, 2e lid, van de voornoemde wet van 19 december 2006, gaat de NMBS-Holding over tot de studie van de voor- en ongevallen die verband houden met de exploitatieveiligheid, de uitvoering van de tendensanalyse inzake de oorzaken, de formulering van voorstellen die voor- en ongevallen moeten voorkomen, die ze aan de veiligheidsinstantie overlegt en aan het onderzoeksorgaan bedoeld in de voornoemde wet van 19 december 2006, om de opvolging van de uitvoering van die voorstellen te waarborgen.

Telkenmale het onderzoeksorgaan van ongevallen op het spoor erom vraagt verleent de NMBS-Holding dit organisme bijstand door het ter beschikking stellen van de nodige expertise m.b.t. het onderzoek van spoorwegongevallen. »

5. Een artikel 39bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 39bis. Selectief sorteren van afval.

NMBS-Holding zal, tegen eind 2007, de stations, Antwerpen-Centraal, Brussel-Noord, Brussel-Centraal, Brussel-Zuid, Charleroi, Gent-Sint-Pieters, Leuven, Luik-Guillemins, Namen, Oostende en Ottignies uitrusten met trieervuilbakken voor de selectieve inzameling van respectievelijk PMD-verpakkingen, papier/karton, glas en restafval. Dit project zal in het eerste kwartaal 2008 geëvalueerd worden met het oog op een verdere uitbreiding. »

6. Artikel 43.7 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Wanneer het contractueel indexeringsmechanisme van bijlage 6, punt II een verschil vertoont van meer dan 3 % voor de berekening van de toelage van het jaar t+1, legt de NMBS-Holding na overleg met de NMBS en Infrabel een rapport over van de evolutie van de eenheidsprijzen van de spoorwegaanbestedingen voor werken, alsook het resultaat van hun laatste prijssherzieningsformules, die betrekking hebben op dezelfde parameters. Dit rapport wordt opgesteld tegen 15 april van het jaar t ».

7. Bij artikel 45, 1<sup>e</sup> lid, worden de woorden «De berekeningswijze en het tijdsplan van de verdere stortingen zullen in september 2006 in overleg vastgesteld worden» vervangen door volgende bepaling :

« Van 2008 tot 2013 gaat de Staat over tot een jaarlijkse betaling van 210,7 miljoen euro (constante euro) per jaar, in februari van elk jaar. De eerste betaling vindt plaats in februari 2008.

Het op 28 februari 2013 resterende saldo dat moet worden betaald om het Fonds te spijzen ten belope van een bedrag van 1.612 mio euro (prijzen 2001) wordt bepaald in de loop van het eerste kwartaal 2013 door enerzijds het bedrag van 1.612 mio euro (prijzen 2001) te actualiseren in euro (prijzen 2012) op basis van de index zoals bepaald in bijlage 11bis, en anderzijds, de bedragen die effectief werden gestort.

In september 2007 zal de NMBS-Holding, in overleg met Infrabel en de NMBS, een rapport overleggen over de werkelijke toestand van de in het GEN-Fonds beschikbare middelen. De regering zal de toestand van het GEN-Fonds evalueren en, in voorkomend geval, beslissen over een bijkomende betaling in 2007 waarmee het normale verloop van de fysieke werken tegen het geplande tempo kan worden gegarandeerd alsook de continuïteit van de aanbestedings- en bestelprocedures.

De NMBS-Holding, Infrabel en de NMBS verbinden zich ertoe de in het GEN-Fonds gestorte bedragen alsook de interesten opgebracht door het GEN-Fonds exclusief te besteden aan de verwezenlijking van het GEN-project.

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat eventuele meerkosten, ongeacht hun oorzaken, in het kader van het investeringsprogramma worden geboekt op de investeringstoelage. In dit kader, zodra blijkt dat de enveloppe niet kan worden gerespecteerd, gaat de NMBS-Holding in akkoord met de NMBS en Infrabel, over tot een nieuwe aanpassing van de kosten voor het volledige project en legt zij ter goedkeuring van het Ministerie van Overheidsbedrijven, via het DGVL, de vereiste rechtvaardigingen over aangaande de meerkosten alsook het bedrag van de bijkomende enveloppe die zal worden geboekt op de investeringstoelage ».

8. Bij artikel 48 worden de twee laatste zinnen van het derde lid vervangen door volgende bepaling :

« Het DGVL zal in overleg met de NMBS-Holding, Infrabel en de NMBS, uiterlijk tegen 30 juni 2007, de taken van de DVIS en zijn behoeften nader bepalen : de compensatie op de toelage van de NMBS-Holding zal zo beter worden afgebakend in het kader van het volgende beheerscontract. Op die basis kan het in bijlage 12 beschreven maximumeffectief, in voorkomend geval, worden herzien voor het volgende beheerscontract wordt gesloten. »

9. Artikel 49 wordt vervangen door een nieuw artikel 49 dat luidt als volgt :

« Art. 49. Exploitatie van het GEN.

De toelage onder artikel 48 dekt eveneens de kosten voor het onderhoudspersoneel en de andere kosten in verband met de stations voor de exploitatie van het GEN die niet aan de NMBS zijn vergund.

10. en artikel 49bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Artikel 49bis. Bijzondere exploitatietoelage e-ticketing.

Om de promotie van het openbaar vervoer te bevorderen, kent de Staat aan de NMBS-Holding het beheer toe van een bijzondere toelage bestemd voor het opzetten van een gemeenschappelijk platform dat nodig is voor de technische en operationele verwezenlijking van e-ticketing.

E-ticketing bestaat uit een enige, intermodale en interoperabele pinkaart, die geldig is bij de verschillende operatoren van het openbaar vervoer.

De daartoe uitgetrokken toelage bedraagt 2.045 m €..

Ze wordt gestort ten belope van 1.000 k € tegen uiterlijk 30 september 2007. Het saldo wordt aan de NMBS-Holding gestort vanaf 2008, op basis van een rapport dat de taken en de kosten in verband met de invoering van het gemeenschappelijk platform rechtvaardigt. De rechtvaardiging bij die kosten toont de inspanningen aan die de werkgroep levert om te waarborgen dat er gezocht wordt naar potentiële besparingen.

Een deel van de toelage kan dienen als fonds in mindering te brengen op het gedeelte ten laste van de federale Staat bij de oprichting en de werking ervan”.

11. Een artikel 51bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 51bis. Krachtens artikel 9, derde lid van dit beheerscontract, neemt de Staat de annuïteit van de financiering van 380 M euro (euro 2005) voor zijn rekening die onderschreven is door de NMBS-Holding bij EUROFIMA met het oog op de aankoop van 95 elektrische motorstellen die volkomen bestemd zijn voor de GEN-lijnen.

De annuïteit wordt berekend over 30 jaar en vastgelegd volgens de interestvoet die geldt op de dag van de ondertekening van die financiering. Ze is beperkt tot 4.500 m constante euro in 2006, 2007 en 2008, en op 10.000 m constante euro in 2009. De bedragen van de volgende jaren worden berekend volgens de vanaf eind 2009 geplande leveringen, naar rato van 30 motorstellen per jaar en in het bijzonder :

— loopt de annuïteit in totaal over 30 jaar;

— mag het percentage dat de NMBS-Holding bij EUROFIMA verkrijgt niet hoger zijn dan 10 basispunten boven het risicoloos percentage;

— houdt de annuïteit die de Staat moet betalen, een risicopremie in voor de NMBS-Holding van 2 basispunten.

De NMBS-Holding is gemachtigd binnen de perken van de bedragen opgenomen in de beslissing van de Ministerraad, de rentevoet van de lening te bepalen volgens de opportuniteiten van de markt.

Die financiering zal het voorwerp vormen van een overeenkomst die moet worden gesloten tussen de Staat, de NMBS-Holding en de NMBS. »

12. Een artikel 54bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 54bis. NMBS-Holding zal uiterlijk op 15 december van elk jaar het niet aangewende deel van de investeringstoelage storten in het «Fonds voor Spoorweginvesteringen » volgens de bepalingen van de programmawet van 27 december 2006 en van het koninklijk besluit van 28 december 2006. »

13. Bij artikel 55, eerste lid, worden de woorden “in de loop van 2005” vervangen door de woorden “ten laatste op 31 december 2006”.

14. Bij artikel 57, wordt het eerste lid als volgt aangevuld :

« Bij uitzondering wordt de storting van de schijf van december 2006 uitgesteld tot de tiende werkdag van 2008. »

15. Bij artikel 59 wordt een nieuw lid tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

« De financiële compensatie bepaald in artikel 51 bis wordt gestort vóór 30 april 2007 voor de schijf 2006 en vóór 31 oktober 2007 voor de schijf 2007. De volgende schijven worden ten laatste op 30 juni van elk jaar gestort. »

16. Bij artikel 65 :

Bij punt 1 worden de woorden “aan de NV Sopima” vervangen door de woorden “aan een derde”.

Bij punt 5,

— bij het eerste lid, worden de woorden “en Sopima” vervangen door de woorden “en de derde die instaat voor het beheer en de valorisatie van de bij koninklijk besluit van 30 december 2004 overgedragen terreinen,”

— bij het tweede lid worden de woorden “aan Sopima” vervangen door de woorden “aan die derde”.

Bij punt 6,

— bij het eerste lid worden de woorden “aan de NV Sopima” vervangen door de woorden “aan de derde”.

— bij het derde lid worden de woorden “aan de N.V. Sopima” vervangen door de woorden “aan die derde”.

17. Bij artikel 67, eerste lid, worden de woorden "(vervangen door artikel 11 van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen)" ingevoegd na "het voornoemde koninklijk besluit van 12 maart 2003".

Bij datzelfde artikel 67 wordt een tweede lid toegevoegd, opgesteld als volgt :

« De NMBS-Holding stelt alles in het werk opdat het aangeduide personeel binnen een redelijke termijn ter beschikking zou kunnen worden gesteld. »

18. Artikel 69 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De NMBS-Holding verleent vrije toegang tot haar domein aan de leden van het onderzoeksorgaan alsook aan elke door hem gemachtigde deskundige.

Ze verleent vrije toegang op haar domein aan Infrabel en aan de NMBS in het raam van de opdrachten die hen op het stuk van exploitatieveiligheid zijn toevertrouwd.

19. Een bijlage 11 *bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

#### BIJLAGE 11bis

De index die wordt gebruikt voor de actualisering van de sommen die in het GEN-fonds worden gestort, is gebaseerd op de prijzen van de grondstoffen (I) en de uurlonen (S) en wel ten belope van respectievelijk 40 % en 60 %. De indexcijfers zijn die van het voorlaatste voorafgaande jaar (bijvoorbeeld de jaargemiddelden van de indexcijfers van 1999 om de geïndexeerde waarde van 2001 te bepalen).

Die factoren worden officieel medegedeeld door de dienst Erkenning der aannemers van het DG Kwaliteit en Veiligheid bij de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. Ze dienen als referentie in de formules voor herziening van de prijzen van de opdrachten voor aanneming van werken en leveringen.

De prijsindex die gebruikt wordt voor de aanpassing van de bedragen die in het GEN-Fonds worden gestort, is als volgt opgesteld :

- evolutie van de prijzen van de grondstoffen (I) ten belope van 40 %
- evolutie van het uurloon (S) ten belope van 60 %.

De indexcijfers voor een welbepaald jaar zijn de prijzen die gemiddeld worden vastgesteld twee jaar tevoren (bijvoorbeeld, de jaargemiddelden van de prijzen in 1999 om de indexwaarde te berekenen in 2001).

Ter informatie en verduidelijking – huidige toestand

#### GEN-FONDS

##### Toe te passen prijsindex

	I	S	I basis 100	S basis 100	Gewogen index	Stijging
2001	3.897,500	21,077	100,00	100,00	100,0000	
2002	4.067,333	21,446	104,36	101,75	102,7934	2,793%
2003	4.133,417	22,331	106,05	105,95	105,9910	3,111%
2004	4.162,667	23,425	106,80	111,14	109,4055	3,221%
2005	4.335,667	23,683	111,24	112,36	111,9154	2,294%
2006	4.814,083	24,259	123,52	115,10	118,4651	5,852%
2007	5.085,583	24,931	130,48	118,29	123,1645	3,967%
2008	6.037,833	25,600	154,92	121,46	134,8419	9,481%

Formule : 40 % index I en 60 % index S

		Nominaal	Waarde 2001	
Betalingen	8/01/2004	51.000.000	48.117.293	Index 2003
	2/08/2005	370.419.000	330.981.259	Index 2005
	19/01/2007	210.709.000	177.865.886	Index 2006
	TOTAAL	632.128.000	556.964.438	

Namens de Belgische Staat,  
De Vice-Eerste Minister,  
Minister van Begroting,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE  
De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,  
B. TUYBENS

In aanwezigheid van :

de Minister van Mobiliteit

R. LANDUYT

Infrabel,

Luc LALLEMAND,  
gedelegeerd bestuurder

de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,

Marc DESCHEEMAECCKER,  
gedelegeerd bestuurder

Voor NMBS-Holding,  
Jannie HAEK,  
gedelegeerd bestuurder  
Vincent BOURLARD,  
directeur-generaal

Luc VANSTEENKISTE,  
directeur-generaal

Richard GAYETOT,  
directeur-generaal